

Alain Madelin : « démission et impuissance de l'Etat »

Candidat déclaré à l'Elysée, le président de Démocratie Libérale se trouvait à Sangatte mercredi soir et hier matin pour populariser ses propositions sur le droit d'asile et l'immigration. Faut de volonté politique, assure-t-il, nous aurons demain « dix, cent, mille Sangatte ».

Nord Eclair : pourquoi vous être rendu à l'entrée d'Eurotunnel, où une quarantaine de clandestins ont justement été interpellés ?

Alain Madelin : « Parce que je pressens depuis longtemps que ce qui se passe à Sangatte, dans l'indifférence générale et le silence des politiques, est très grave. Que 250 à 400 personnes tentent chaque nuit de passer face à une cinquantaine de représentants de l'ordre timidement déployés traduit la démission et l'impuissance de l'Etat. Tout le monde se défait de ses responsabilités et Sangatte est un miroir grossissant des problèmes que nous rencontrons. L'immigration clandestine n'est pas derrière nous mais bien devant nous. Si nous continuons ainsi, nous aurons demain dix, cent, mille Sangatte. »

NE : la solution ?

A.M. : « D'abord, avoir installé à proximité du tunnel le centre de Sangatte où, soit dit en passant, la Croix-Rouge fait un travail remarquable, est une absurdité. Au-delà, les solutions sont forcément complexes, mais passent par une politique européenne du droit d'asile et de l'immigration. Je regrette que la présidence française n'ait réussi aucun progrès sur ce plan. Puisque le centre de Sangatte compte beaucoup d'Afghans et de Kurdes, je dois aussi faire remarquer, pour la déplorer, la complaisance française et européenne vis-à-vis d'Etats voyous comme l'Irak ou le régime des Talibans. Aider les victimes de persécutions, c'est d'abord les aider sur place ou dans les Etats voisins où ils trou-

Selon Alain Madelin, « on peut régulariser plus largement, mais en liant l'immigration à l'existence d'un travail réel. »
(Ph.AFP)



vent refuge. Je suis intervenu à ce sujet au Parlement européen. »

NE : et en France même, que faire ?

A.M. : « Si nous ne faisons pas baisser la pression, nous ne pourrions pas intégrer les jeunes Français issus de l'immigration, qui ne se sentent pas Français. Il n'y a que trois solutions : régulariser, expulser ou incarcérer. Le pire, c'est ce que nous faisons : remettre en liberté des gens que nous condamnons à vivre de la délinquance ou du travail clandestin. La France a baissé sa garde et se fait ainsi complice, elle tolère

des zones de non-droit. Je ne suis pas d'accord : il faut que la loi soit respectée. Cela dit, on peut régulariser plus largement, mais en liant l'immigration à l'existence d'un travail réel sur le modèle de la « green card » américaine ; le droit d'asile pour raisons humanitaires peut être associé à cette exigence. L'important est d'afficher une politique cohérente de régulation au niveau européen : nous ne pouvons pas tolérer l'existence d'un ou plusieurs maillons faibles au sein de l'Union. »

NE : cette visite était celle d'un candidat à l'élection présidentielle...

A.M. : « Oui, et ce sera un thème de proposition fort au cours de ma campagne, avec l'insécurité, l'embouteillage de la justice, l'absence de centres de rétention spécialisés pour mineurs. Je présenterai un ensemble de réformes de bon sens qui sont partout choisies par nos voisins, mais que personne d'autre ne propose ici. Je sens une forte attente qui se confirme de jour en jour. Ma campagne trouve toute sa place entre les déçus du chiraquisme, les trahis du socialisme et les dégoûtés de la politique. »

Propos recueillis par Didier Husson